



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 1638

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à Mme Sabine Rubin.

Mme Sabine Rubin. Depuis quelque temps, une petite musique se fait entendre : le pouvoir d'achat des Français reprendrait des couleurs, et les sacrifices consentis par nos concitoyens seraient enfin sur le point de porter leurs fruits... (« *Eh oui !* » sur les bancs du groupe LaREM.)

C'est à se demander pourquoi les Gilets jaunes continuent de se mobiliser chaque samedi ! Sans doute ne sont-ils pas dupes de cette communication qui fait l'impasse sur les profondes inégalités de cette hausse du pouvoir d'achat, du fait de votre politique économique et budgétaire. En effet, cette hausse « globale » ne résulte pas d'une hausse des salaires ou d'une meilleure répartition des richesses. Non ! Elle se fonde sur une baisse drastique des cotisations sociales et sur des défiscalisations néfastes pour l'emploi comme pour les services publics. De plus, cette hausse ne concerne pas tout le monde : si les 1 % des Français les plus riches voient leur pouvoir d'achat exploser, avec une hausse de 6 %, la population totale voit, elle, son pouvoir d'achat subir une baisse de 0,5 %. (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

Un député du groupe FI . Voilà la vérité !

Mme Sabine Rubin. Avec la désindexation des minima sociaux et le gel du point d'indice, les fonctionnaires, les précaires, les retraités et les jeunes ne bénéficient pas de cette embolie – pardon, de cette embellie, mais n'est-ce pas finalement d'une embolie qu'il s'agit ? En somme, ceux qui ont peu perdent encore davantage...

Tandis que les revenus stagnent ou baissent pour la majorité des Français, ceux-ci doivent faire face de toutes parts à la cherté de la vie : hausse du prix du logement, de l'eau, du gaz, du péage, des assurances, de la redevance télé et maintenant des produits alimentaires – des dépenses auxquelles ils peuvent difficilement se soustraire, et qui pèsent de plus en plus lourd dans le budget des ménages.

Monsieur le premier ministre, puisque vous entendez « revaloriser le travail », pourquoi ne pas revaloriser les salaires ? À quand une hausse du SMIC pour les travailleurs du privé, un rattrapage du point d'indice pour les fonctionnaires, et une hausse des pensions et des prestations sociales pour tous les autres ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes FI et GDR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'action et des comptes publics.

M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics. Madame la députée, vous ne serez pas étonnée d'apprendre que je ne partage pas tout à fait vos attendus et vos affirmations (*Exclamations sur les*

bancs du groupe FI), puisque nous sommes en désaccord politique sur de nombreux points. Vous souhaiteriez que la France vive dans une économie fermée, comme si ni l'Europe, ni le monde, n'existaient, et en faisant abstraction du fait que, dans les pays appliquant la politique économique que vous appelez de vos vœux pour la France, ces chimères n'aboutissent qu'à faire régner une grande pauvreté ! (Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)

M. Jean-Luc Mélenchon. Ce n'est vraiment pas brillant !

M. Gérard Darmanin, ministre . Pour ce qui est des chiffres, vous dites beaucoup de contrevérités. Certes, la vie ne se résume pas à des statistiques mais, comme le disait Winston Churchill, on peut les comparer à un maillot de bain : si ce qu'elles montrent est intéressant, ce qu'elles cachent l'est encore plus ! (*Rires sur les bancs du groupe LaREM. – Protestations sur les bancs du groupe FI. – M. Adrien Quatennens applaudit ironiquement.*)

Ainsi, vous n'avez pas dit quel est le point que vous ne soutenez pas dans la politique du Gouvernement. Quand la majorité vous propose, avec le soutien d'une grande partie de cet hémicycle, de supprimer la taxe d'habitation, vous n'êtes pas au rendez-vous ! Lorsque nous vous proposons de supprimer des cotisations sociales pour augmenter le pouvoir d'achat de nos concitoyens, vous n'êtes pas au rendez-vous ! (*Exclamations sur les bancs du groupe FI.*) Lorsque nous vous proposons d'augmenter fortement la prime d'activité, comme nous l'avons fait fin 2018, vous ne nous soutenez que du bout des lèvres ! Lorsque nous proposons la défiscalisation des heures supplémentaires et de la prime de pouvoir d'achat, vous n'êtes pas au rendez-vous !

M. Éric Straumann. C'est ça, monsieur le premier adjoint !

M. Gérard Darmanin, ministre . Malheureusement, madame la députée, j'ai l'impression que préférez parler des problèmes plutôt que de proposer des solutions ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Vives exclamations sur les bancs du groupe FI.*)

Mme Caroline Fiat. C'est ridicule ! S'agit-il d'un ministre ou d'un comique ?

Données clés

Auteur : [Mme Sabine Rubin](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (9^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1638

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Action et comptes publics

Ministère attributaire : Action et comptes publics

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [7 février 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [7 février 2019](#)